

## LEVANT

(Augustin Hamon,  
*Les Maîtres de la France*, t. 3, Éditions sociales internationales, 1938)

### **La Compagnie du port, des quais et entrepôts de Beyrouth**

[146] Cette société, au capital de 10.666.500 francs, date de 1888. Elle est donc relativement ancienne. Aussi, nous voyons dans son conseil la Banque Mallet frères, représentée par Raoul Mallet [successeur de son père, Charles (1815-1902)]<sup>1</sup> (voir tome I), le comte François de Vogüé<sup>2</sup> (voir tome I, p. 190), le comte Guy de Perthuis qui a épousé Geneviève Chapuy, la fille de Paul Chapuy, déjà cité [X-1882, ing.-conseil BPPB, adm. Métropolitain] et appartenant au groupe de la Banque de Paris et [147] des Pays-Bas<sup>3</sup>. Les lecteurs de notre ouvrage connaissent certains autres administrateurs, car nous avons été amenés à les nommer. Tels : M. Maurice Bérard [pdt Bq Syrie+Liban] ; le vice-président délégué Gaston de Monicault et son parent Jean Du Buit [insp. des finances, dir. du Crédit national, gendre d'Arsène Henry, l'ancien président. Le fils aîné de Gaston de Monicault, Jacques, a épousé la fille unique de Laurent du Buit, patron de La Paternelle]. Rappelons que ce dernier est le fils d'une Fourcade [douteux. Plutôt d'un avocat qui intervint dans le procès de Panama], proche parente du sénateur [Jacques] Fourcade\*, membre du comité de l'œuvre du Vœu national (Sacré-Cœur). Les autres administrateurs apparaissant pour la première fois sont : le président

---

<sup>1</sup> Raoul Mallet est décédé en juillet 1937. [Président du comité de Paris de la Banque ottomane, du Damas-Hamah et prolongements, administrateur de la Banque de Syrie et du Liban, de la Compagnie générale du Maroc, des Docks et entrepôts du Havre, etc. ]

<sup>2</sup> François de Vogüé (1894-1964) : fils de Louis (président de la Cie de Suez, administrateur du PLM et ancien administrateur du Port de Beyrouth). Également président de la Cie générale du Levant.

<sup>3</sup> Le nom complet est Perthuis de Laillevault. Le comte Guy est indiqué dans l'annuaire des châteaux comme ayant en commun avec sa mère, un château à Plagny (Nièvre) et avec son beau-père un château à Saint-Égrève (Isère). Le comte Guy de Perthuis est parent de Gaston de Monicault (voir tome II) qui siège au même conseil. Nous complétons ici, en le corrigeant, ce que nous avons dit des Monicault dans le tome II. Gaston, Pierre [1869-1953, député (Fédération républicaine) de l'Ain 1919-1932. Marié à Marie-Henriette Perthuis de Laillevault, nièce de Lucien, administrateur de Saint-Gobain] et Alexis de Monicault sont frères et fils d'Édouard de Monicault né en 1829, officier de marine, marié en 1864 à Marie Dufaure, fille de Jules Dufaure. C'est par erreur que nous avons prénommé Edmond celui qui en fait était Édouard. Son père était Alexis-Aimé-Joseph de Monicault, maître des requêtes au Conseil d'État, marié en 1820 à Henriette Garnier-Deschènes. Cet Alexis-Aimé-Joseph était le fils d'un directeur général des Postes de l'armée d'Italie, Joseph-Barthélemy-Claude Monicault (pas de particule), lors de son mariage en 1801 avec Félicité Régnny, la tante de celle qui épousa un Pastré, et qui fut l'arrière grand-mère d'Hubert Pastré (affaire des « Cagoulards »).

Par ailleurs, Joseph Monicault et Félicité Régnny eurent un autre fils Gabriel-Jean de Monicault, qui fut dans la magistrature et qui épousa Joséphine Humbert dont le père était conseiller général de la Côte-d'Or. D'où une fille Jeanne-Laure-Gabrielle de Monicault, née en 1844, qui épousa en 1861 Émile de La Motte-Saint-Pierre, sous-inspecteur des Eaux et Forêts. Elle eut trois fils, Jean, Guy, et Bernard de La Motte-Saint-Pierre. C'est de la branche Guy que proviennent les quatre frères, Roland, Olivier, François, et Robert nés de 1902 à 1907. Ces deux derniers siègent dans des conseils d'administration d'affaires coloniales. Robert est celui compromis dans l'affaire des Cagoulards. Roland de La Motte-Saint-Pierre est prêtre. Il y a donc parenté entre les familles Pastré, de Monicault et La Motte Saint-Pierre.

Georges Saint-René-Taillandier, ministre plénipotentiaire qui, au commence- [148] ment du siècle était ministre au Maroc, aussi le voyons-nous maintenant administrateur de la compagnie des chemins de fer du Maroc et du chemin de fer de Tanger à Fez<sup>4</sup>, le baron Louis d'Andrée de la Giraudière ; le comte Joseph de Bouthillier-Chavigny, du Jockey-Club<sup>5</sup>, qui siège aussi aux Chemins de fer de Damas-Hamah et prolongements ; M. Henry Garreta, ingénieur en chef des ponts et chaussées (École polytechnique, promotion de 1875) ; et enfin M. Paul Blanche, ignoré des annuaires mondains, mais siégeant aux Chemins de fer de Damas-Hamah et prolongements, et commissaire à la Compagnie française de construction Babcock & Wilcox\*. Plusieurs de ces personnages sont certainement des fidéi-commis de groupes financiers, parmi lesquels nous pensons que se trouve l'Église catholique romaine.

### **Le Crédit foncier de Syrie.**

[271] À côté de la Banque de Syrie et du Grand Liban, que nous avons étudié dans notre tome 1, pages 111-113, se trouve le Crédit foncier de Syrie. Il fut créé en 1919. Il a comme président M. André Lebon [† 1938] et, de son vivant, M. Edmond Philippar en était le vice-président. Parmi les autres administrateurs, nous en signalerons quelques-uns déjà cités, comme les précédents : M. Eugène Regnault [CFAT], Georges Saint-René-Taillandier [CFAT, PQE Beyrouth...] et M. Alfred Jourdanne [CFAT]. Et cela nous montre que les gérants de ce Crédit foncier sont dans l'ensemble les mêmes que ceux du Crédit foncier de l'Algérie et de Tunisie.

### **La Société d'électricité de Beyrouth.**

[272] Créée en 1923, cette société, dont le capital-actions est de 60 millions, a émis pour 16 millions d'obligations et, à sa création, son capital n'était que de 200.000 francs. Elle a absorbé les sociétés Tramways et électricité de Beyrouth et Gaz de Beyrouth. Cette société franco-belge a pour président le comte Emmanuel Peretti de la Rocca<sup>6</sup> [membre du jury du procès de Riom : voir *Noguères-Procès Pétain*]. L'administrateur-délégué habite Bruxelles. Il y a d'ailleurs cinq autres administrateurs belges, dont Maurice Solvay, qui est de la famille des Solvay, les grands magnats belges des produits chimiques. Parmi les autres administrateurs français nous citerons : M. René Robard, que nous retrouverons dans la métallurgie et l'électricité (tome IV), catholique [ancien président des Tramways et éclairage de Beyrouth\*] ; M. *André*

---

<sup>4</sup> Il est marié à une demoiselle Chevrillon, proche parente de M. André Chevrillon, de l'Académie française, descendant de Taine, apparenté par sa femme, née Porgès (voir tome I) à la famille Ferdinand-Dreyfus.

<sup>5</sup> Les Mallet sont parents, par mariage, des de Bouthillier-Beaumont. Nous n'avons pu savoir s'il y a parenté entre ces deux familles de Bouthillier.

<sup>6</sup> Grand-officier de la Légion d'honneur, le comte Peretti de la Rocca fut, en 1924, ambassadeur à Madrid et, en 1929, à Bruxelles [dir. Aff. politiques au Quai-d'Orsay > Marie-Antoinette ép. Charles Benoist d'Azy\*]. Un de ses parents [Alexandre] est préfet [des Deux-Sèvres, de l'Aube et, en 1942, de la Marne].

*Amidieu du Clos* <sup>7</sup> et le vicomte *Gaston Duhesme* <sup>8</sup>, aussi de familles catholiques. Ce dernier représente évidemment la [273] Banque de Syrie et du Grand Liban, dont il est secrétaire général.

### **La Société du chemin de fer de Damas-Hamah et prolongements.**

Cette société, au capital de 15 millions de francs, exploite une ligne partiellement en Turquie et partiellement en Syrie. Elle semble un fief des Mallet, car le président est Raoul Mallet, vu et revu. L'administrateur-délégué est M. Désiré Bourgeois<sup>9</sup>, ne figurant pas dans les annuaires mondains et représentant, sans doute, les Mallet à l'Électricité de Beyrouth, dont il est administrateur. L'administrateur chargé du secrétariat général est le baron Jean Coster<sup>10</sup>. Parmi les administrateurs, nous rencontrons M. Jean Auboyneau [1898-1940][fils de Gaston et petit-fils de Franck Auboyneau, dirigeants de la Bq ottomane et de ses filiales ferroviaires. 1927 : dir. Bq État Maroc Tanger], déjà cité [sous-dir. Bq Afrique Ouest (BAO)] ; M. Paul Blanche, déjà nommé [comm. cptes Babcock-Wilcox, adm. PQE Beyrouth], représentant d'un groupe oligarchique de la finance, peut-être le groupe Mallet même ; M. Gustave Boissière, directeur de la Banque ottomane, qui est sous le contrôle de la Haute Banque et qui est présidée par M. Raoul Mallet ; comte Joseph de Bouthillier-Chavigny, déjà vu aux Ports, quais et entrepôts de Beyrouth ; M. Louis Chenut, ingénieur de l'École centrale, promotion de

---

<sup>7</sup> André Amidieu du Clos [ingénieur des Arts et manufactures (ECP), capitaine fait chevalier de la Légion d'honneur au sortir des combats de Verdun, fils de Raoul, distingué directeur des mines de Longwy (selon *Le Figaro*, 26 juin 1908)] sera retrouvé dans la métallurgie [administrateur des Hauts fourneaux de la Chiers et de la Cie de constructions générales et de travaux publics (Cogetravoc), filiales d'Ougrée-Marihaye, sachant que la Chiers avait absorbé en 1928 une autre filiale d'Ougrée, les Forges de Vireux-Molhain, dont Amidieu était également administrateur]. Il est marié à une demoiselle [Marie-Magdeleine] Finet de Zicavo dont la mère a un château en Corse [et dont l'oncle était le comte Vitali (*Le Figaro*, 26 juin 1908), patron de la RGCF ayant construit la plupart des chemins de fer français dans l'empire ottoman]. André Amidieu du Clos a un château à Rethel (Ardennes) et un hôtel, 24, avenue Hoche, mitoyen de celui de sa belle-mère [BM 1955 : son fils Jean]. [Trois enfants : Jacques, lieutenant, décédé accidentellement en mai 1936 ; Jean, ingénieur ECP, marié à Jehanne de Rougé ; et Monique, mariée à Georges de la Grandière]. André est le frère de Pierre Amidieu du Clos [administrateur d'Ougrée-Marihaye qui avait repris les Forges de Saintignon aux Amidieu, impliqué avec son frère dans l'achat par Ougrée des fumeux brevets Basset de fabrication de l'acier sans haut fourneau (*Le Journal des finances*, 2 avril 1926), président des anciens combattants du canton de Longwy, maire et conseiller général de Longwy, puis (1928) député de la Meurthe-et-Moselle, successivement sous l'étiquette Union républicaine démocratique, indépendant et Fédération républicaine] qui perdit son siège de député aux élections de 1936. Pierre est marié à une demoiselle de Fesquet, d'une famille de Montpellier, ayant château dans le Gard. Lui-même a un château à Longwy (Meurthe-et-Moselle). Il sera vu dans les Mines [Après 1936, il devient le patron de la filiale commerciale française de l'AEG allemande. Annie Lacroix-Riz (*Industriels et banquiers français sous l'Occupation*) le présente comme un hitlérien déclaré d'avant-guerre et montre comment il a participé en 1943 à la prise de contrôle par Krupp de l'usine de tracteurs ayanisée Austin à Liancourt]. Sa fille Marie-Claire a épousé Henri du Fayet de la Tour [BM 1955 : Puy-de-Dôme].

<sup>8</sup> Le vicomte Duhesme est secrétaire général de la Banque de Syrie et du Grand Liban. Marié à une Brémard [Yvonne], il se trouve le beau-frère du baron Alexis de l'Épine ayant château à Conty (Somme). M<sup>me</sup> Maurice Brémard, la belle-mère de Gaston Duhesme, a un château à Soings-en-Sologne (Loir-et-Cher). May Duhesme, la fille du vicomte, nièce du général-comte [Roger] Duhesme, a épousé en novembre 1937, le comte Paul de Maistre, neveu du marquis de Froissard.

D'autres membres de ces familles sont possesseurs de châteaux et font ainsi partie de la féodalité agraire.

<sup>9</sup> Désiré Bourgeois, ingénieur des ponts et chaussées, directeur du personnel, de la comptabilité et de l'administration générale au ministère des travaux publics, nommé en 1927 conseiller d'État en mission extraordinaire, puis administrateur de la Société des tramways et de l'éclairage de Beyrouth, transformée en 1935 en Société d'électricité de Beyrouth.

<sup>10</sup> Baron Jean Michon-Coster (1883-1965) : fils de Joseph et de Marguerite Perthuis de Laillevault. Successeur de son père au conseil d'administration du Port de Beyrouth (A.L.).

1879, représentant des intérêts autres que les siens propres [administrateur délégué de la Régie générale des chemins de fer (RGCF)(Vitali)]<sup>11</sup> ; M. Anathase Roudy, qui représente la Banque de Paris et des Pays-Bas [BPPB] ; M. Maurice Lewandowski, catholique militant représentant le Comptoir d'escompte ; M. Emmanuel Salem<sup>12</sup>, très proche parent [274] de Raphaël Salem, sous-directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas [BPPB], que nous verrons dans les entreprises de pétrole [+ adm. Banque franco-chinoise].

La liste précédente montre que ce chemin de fer de Damas-Hamah est une participation de groupes financiers de la métropole, notamment la Banque de Paris et des Pays-Bas [BPPB], la Banque Mallet frères et C<sup>ie</sup> et le Comptoir national d'escompte. Rappelons que la Banque de Paris et des Pays-Bas est elle-même une banque contrôlée par les Rothschild [!], les financiers catholiques, etc.

---

<sup>11</sup> Il est aussi administrateur de la Société turque du chemin de fer Smyrne-Cassaba et prolongement dont le siège social est à Genève, à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Dans cette société siègent aussi MM. Gustave Boissière, Anathase Roudy et Ernest Weyl, fidéi-commis des Schneider [Chenut fut aussi administrateur du Chemin de fer de Bagdad et du Jonction Salonique-Constantinople].

<sup>12</sup> Emmanuel Salem est administrateur de la Banque de Salonique dont les président et vice-président sont MM. André Bénac et André Lebon, avec, comme administrateurs MM. Alfred Jourdanne, Edmond Philippar et Démétrius Zafiropolo, pour ne nommer que ceux déjà cités.